
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MAI 1922.

Projet de loi

approuvant

la Convention conclue à Paris le 30 novembre 1921 entre
la Belgique et la France relativement à l'assistance.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La convention, que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation, a été conclue à Paris, le 30 novembre 1921, entre la Belgique et la France : elle a pour objet — ce sont les termes mêmes qui figurent dans le préambule du traité — d'établir, dans la plus large mesure, l'égalité du traitement entre les ressortissants de chacun des deux pays, en ce qui concerne les lois d'assistance.

On ne peut le méconnaître, le problème de l'assistance aux étrangers ne laisse pas d'être complexe : dans ce domaine, deux thèses radicales se heurtent.

L'une préconisée naturellement par les États importateurs de main-d'œuvre, tend plutôt à considérer l'étranger comme restant attaché à son pays d'origine : s'il vient à occasionner des frais d'assistance, c'est à ce pays à les supporter : le rôle du pays de résidence serait seulement de faire l'avance des secours.

Dans l'autre thèse, mise en avant par les États exportateurs de main-d'œuvre, l'étranger, au contraire, doit être en quelque sorte considéré comme adopté par le pays de résidence : tirant parti de la présence, du travail de l'individu, il est équitable que ce pays en assume la charge d'assistance : le pays d'origine n'aurait plus à intervenir.

Un système intermédiaire établit la distinction entre l'assistance *temporaire* et l'assistance *permanente* : seule l'assistance temporaire demeurerait

au compte du pays de résidence : du moment où l'assistance accordée devrait être rangée dans les catégories d'assistance permanente, il pourrait être fait appel au pays d'origine.

La convention conclue entre la Belgique et la France s'inspire de cette thèse *moyenne*. Est considérée comme temporaire l'assistance qui ne dépasse pas quarante-cinq jours ; en pareil cas, les frais restent à la charge du pays de résidence.

Après quarante-cinq jours, l'intervention perd ce caractère d'assistance temporaire et justifie le recours au pays d'origine : à l'expiration de ce terme, celui-ci est tenu, à son choix, après avis de l'État de résidence, soit de rapatrier l'assisté si celui-ci est transportable, soit d'indemniser des frais de traitement l'État de résidence.

Tel est le prescrit de l'article 4 de la convention.

Les dispositions contenues dans les articles précédents doivent également être mises en relief.

L'article premier déclare formellement que les ressortissants de chacun des deux pays qui, soit par suite de maladie physique ou mentale, de grossesse ou d'accouchement, soit pour toute autre raison, ont besoin de secours, de soins médicaux et d'autres assistances quelconque seront traités, sur le territoire de l'État contractant, pour l'application des lois d'assistance à l'égal des ressortissants de ce dernier, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers.

Le traité consacre donc l'obligation d'assistance à l'égard de l'étranger qui, de la sorte, n'est plus livré à l'arbitraire de l'administration.

Cette stipulation améliorera singulièrement le sort des ouvriers belges qui se rendent en France pour y travailler soit à la moisson, soit dans les mines ou dans d'autres entreprises, soit à la reconstruction des régions dévastées.

L'article 2 spécifie que les frais d'assistance engagés par l'État de résidence ne donneront lieu, en aucun cas, qu'elle qu'en soit la cause ou l'importance, à aucun remboursement de la part de l'État, ni des départements, provinces, communes ou institutions publiques du pays dont la personne assistée possède la nationalité, sauf les cas expressément prévus par l'article 4 (c'est-à-dire les cas des assistances dépassant 45 jours).

La notion formulée dans l'article 3 mérite tout particulièrement d'être signalée.

Aux termes de cette disposition, l'État de résidence continue à supporter la charge de l'assistance : 1° en ce qui concerne l'entretien, soit à domicile, soit dans les hospices, *des vieillards, des infirmes ou des incurables ayant au moins de 15 ans de résidence continue dans le pays*. Cette période est réduite de 5 ans lorsqu'il s'agit d'une invalidité consécutive à l'une des maladies professionnelles dont la liste sera établie de commun accord ; 2° en ce qui concerne *toutes les personnes malades, les aliénés ou tous autres assistés ayant au moins 5 ans de résidence continue dans le pays*. Dans le cas où il s'agit d'un traitement de malade, le travailleur qui, pendant la période en question, a séjourné dans le pays au moins cinq mois consécutifs chaque année, sera considéré comme y ayant la résidence continue.

Pour reprendre une expression déjà employée plus haut, semblables stipulations équivalent, peut-on dire, à l'adoption définitive par le pays de résidence, de l'individu qui y a séjourné depuis un certain nombre d'années d'une façon continue : de leur fait, un grand nombre de personnes seront soustraites à l'application de l'article 4, instituant le recours à l'*État de domicile* (ce sont les termes inscrits dans le texte : ils ont, en l'espèce, le même sens que ceux d'*État d'origine* dont nous nous sommes servis).

En ce qui concerne les assistés, remplissant les conditions de séjour qui viennent d'être indiquées, il ne sera par conséquent question ni de rapatriement, ni de remboursement de frais d'assistance par l'État de domicile.

Indépendamment de cette exception à l'article 4, le texte même de la disposition en énonce encore d'autres :

d'après l'alinéa 2, ne sont pas remboursables, sauf pour les rechutes, les frais d'assistance engagés par l'État de résidence par suite d'une maladie aiguë déclarée telle par le médecin traitant ; sont assimilés à ce cas les frais d'assistance de femmes en couches. L'alinéa 3 de l'article déclare que le rapatriement ne sera pas imposé non plus dans les cas d'assistance spéciale aux familles nombreuses et aux femmes en couches.

Les articles 5 et 7 prévoient la conclusion entre les deux Gouvernements d'accords destinés à régler les mesures de détail et d'exécution.

Les stipulations inscrites dans l'alinéa 5 de l'article 5 ne doivent pas passer inaperçues : elles présentent un intérêt tout spécial pour les ouvriers belges allant travailler en France.

Dans cette disposition, *les deux Gouvernements s'engagent à veiller à ce que, dans les agglomérations renfermant un nombre important de travailleurs de l'autre nationalité, les moyens et les ressources d'hospitalisation pour les ouvriers ne fassent pas défaut aux travailleurs malades ou blessés et à leurs familles.* D'autre part, aux termes du même alinéa, *les cotisations qui pourraient être imposées aux employeurs, ou consenties par eux dans ce but, n'auront pas le caractère de taxes spéciales sur la main-d'œuvre étrangère qui sont interdites pour les ressortissants des deux parties contractantes.*

L'article 8 règle le statut des associations de bienfaisance, d'assistance ou d'aide sociale entre Français en Belgique et entre Belges en France et des associations mixtes dans l'un ou l'autre pays. « Ces associations entre » Français en Belgique et entre Belges en France et les associations mixtes » constituées et fonctionnant conformément aux lois du pays posséderont, » dit l'article, les droits et les avantages qui sont assurés aux associations » belges ou françaises de même nature. »

Cette disposition ne peut prêter à équivoque : ce qu'elle entend énoncer, c'est que les associations de bienfaisance entre Français en Belgique (et les associations mixtes) seront traitées comme les associations belges elles-mêmes à la condition que les associations entre Belges en France (et les associations mixtes) seront traitées comme les associations françaises.

Donc une association de bienfaisance entre Français en Belgique aura la personnalité civile alors même qu'elle ne comprendrait que des Français : bien entendu il faut supposer que l'association satisfait à toutes les autres

prescriptions exigées dans la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civiles aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Il s'agit par conséquent ici d'une dérogation expresse au deuxième alinéa de l'article 26 de cette loi : cette dérogation trouve d'ailleurs sa justification dans le fait que, par réciprocité, les associations de bienfaisance entre Belges en France jouiront du même régime que les associations françaises.

D'après l'article 9, les difficultés qui s'élèveraient dans l'exécution de la convention et qui n'auraient pu être réglées par la voie diplomatique seront soumises, même sur la demande d'une seule des parties, au jugement d'un ou de plusieurs *arbitres*. L'article prévoit qu'un arrangement spécial devra intervenir pour régler l'institution et le fonctionnement de l'arbitrage.

Enfin, l'article 10 fixe la durée de la convention : il indique le terme d'un an, mais la convention est renouvelée tacitement d'année en année sauf dénonciation. La dénonciation doit être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

Si donc, à l'application, l'accord révélait des inconvénients graves, il pourrait sans retard être mis fin à la situation.

Il serait injuste de ne pas rendre hommage, avant de terminer, aux efforts persévérants de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, ayant son siège à Paris : ce sont les travaux de cette association dans la question de l'assistance aux étrangers qui ont préparé le terrain et facilité la présentation d'un accord tel que celui qui est intervenu.

La conclusion de ce traité, dont les dispositions sont inspirées d'un sentiment de générosité, établira un lien de plus entre la Belgique et la France.

Pour le Ministre des Affaires Étrangères, absent :

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

PAUL BERRYER.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

CONVENTION.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, également désireux d'établir, dans la plus large mesure, l'égalité de traitement entre leurs ressortissants et les ressortissants de l'autre État, en ce qui concerne les lois d'assistance, ont résolu de conclure à cet effet une Convention et sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les ressortissants de chacun des deux pays qui, soit par suite de maladie physique ou mentale, de grossesse ou d'accouchement, soit pour toute autre raison, ont besoin de secours, de soins médicaux et d'autres assistances quelconques seront traités, sur le territoire de l'autre État contractant, pour l'application des lois d'assistance à l'égal des ressortissants de ce dernier, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers.

Les ressortissants de l'un des deux pays auront le droit dans l'autre aux allocations pour charges de famille ayant un simple caractère de secours, si leurs familles résident avec eux. Ils n'auront pas droit aux allocations ayant le caractère d'encouragement direct à la natalité nationale.

ART. 2.

Les frais d'assistance engagés par l'État de résidence ne donneront lieu en aucun cas, quelle qu'en soit la cause ou l'importance, à aucun remboursement de la part de l'État, ni des départements, provinces, communes ou institutions publiques du pays dont la personne assistée possède la nationalité, sauf les cas expressément prévus par l'article 4 de la présente Convention.

ART. 3.

L'État de résidence continuera à supporter la charge de l'assistance sans remboursement :

1° En ce qui concerne l'entretien, soit à domicile soit dans les hospices, des vieillards, des infirmes ou des incurables ayant au moins quinze ans de résidence continue dans le pays. La période susdite sera réduite de cinq ans lorsqu'il s'agira d'une invalidité consécutive à l'une des maladies professionnelles dont la liste sera établie par l'un des accords prévus à l'article 7 ;

2° En ce qui concerne toutes les personnes malades, les aliénés ou tous autres assistés ayant cinq ans de résidence continue dans ledit pays. Dans le cas où il s'agit d'un traitement de malade, le travailleur qui, pendant la période susdite, a séjourné dans le pays au moins cinq mois consécutifs chaque année sera considéré comme y ayant la résidence continue.

En ce qui concerne les enfants mineurs de seize ans, il suffira, pour la résidence, que le père, la mère, le tuteur de l'enfant ou la personne qui en a la garde remplisse les conditions de séjour ci-dessus déterminées.

ART. 4.

A l'expiration du délai de quarante-cinq jours, pour les assistés qui ne rempliront pas les conditions de séjour prévues à l'article précédent, l'État de domicile sera tenu, à son choix, après avis de l'État de résidence, soit de rapatrier l'assisté si celui-ci est transportable, soit d'indemniser des frais de traitement l'État de résidence.

Toutefois, ne sont pas remboursables, sauf pour les rechutes, les frais d'assistance engagés par l'État de résidence par suite d'une maladie aiguë déclarée telle par le médecin traitant ; sont assimilés à cette exception les frais d'assistance des femmes en couches.

Le rapatriement ne sera pas imposé dans les cas d'assistance spéciale aux familles nombreuses et aux femmes en couches.

ART. 5.

Les deux Gouvernements régleront dans les accords prévus à l'article 7 avec les mesures de détail et d'exécution :

- 1° La procédure, les conditions et les modalités du rapatriement ;
- 2° Le mode d'évaluation et la durée de la résidence continue.

Les avis prévus par l'article 4, donnés par l'État de résidence, devront parvenir aux autorités de l'État de domicile désignées par lesdits accords dans les dix premiers jours du délai de quarante-cinq jours, faute de quoi ce délai et celui de soixante jours prévu à l'article 6 ci-après seront prolongés de la durée du retard.

Les deux Gouvernements s'engagent à veiller à ce que, dans les agglomérations renfermant un nombre important de travailleurs de l'autre nationalité, les moyens et les ressources d'hospitalisation pour les ouvriers ne fassent pas défaut aux travailleurs malades ou blessés et à leurs familles. Les cotisations qui pourraient être imposées aux employeurs, ou consenties par eux dans ce but, n'auront pas le caractère de taxes spéciales sur la main-d'œuvre étrangère qui sont interdites pour les ressortissants des deux parties contractantes.

Lorsque le traitement médical à domicile, dans les hôpitaux ou dans les infirmeries sera assuré par les soins et aux frais des employeurs, les travailleurs y auront droit, sans qu'il y ait lieu à aucun remboursement.

Les remboursements exigibles de l'État de domicile, en vertu de l'article 4 ci-dessus, deviendront sans objet lorsque lesdits frais sont acquittés par l'employeur volontairement ou en vertu d'une disposition du contrat de travail. Il en sera de même s'ils ont été acquittés par une Société de bienfaisance ou de toute autre façon assimilable.

ART. 6.

La Belgique et la France s'engagent à recevoir leurs ressortissants vieillards de plus de 70 ans, infirmes, incurables, aliénés, enfants trouvés ou abandonnés ou assimilés à ces catégories, dont l'un ou l'autre État requerra le rapatriement, avec pièces justificatives à l'appui et après consentement de l'État requis dans chaque cas particulier.

Pour tous ces assistés, les Hautes Parties contractantes renoncent à se réclamer réciproquement les frais d'assistance antérieurs au rapatriement jusqu'à concurrence de soixante jours ainsi que les dépenses de rapatriement jusqu'à la frontière.

ART. 7.

Les Administrations compétentes des deux pays arrêteront, d'un commun accord, les mesures de détail nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente Convention qui nécessitent la coopération de ces services administratifs. Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquels les services correspondront directement.

ART. 8.

Les Associations de bienfaisance, d'assistance ou d'aide sociale entre Français en Belgique et entre Belges en France, les Associations mixtes dans l'un ou l'autre pays constituées et fonctionnant conformément aux lois du pays posséderont les droits et les avantages qui sont assurés aux Associations belges ou françaises de même nature.

ART. 9.

Toutes les difficultés relatives à la présente Convention seront réglées par la voie diplomatique.

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, les difficultés seront soumises, même sur la demande d'une seule des parties, au jugement d'un ou plusieurs arbitres qui auront mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention.

Un arrangement spécial réglera l'institution et le fonctionnement de l'arbitrage. Chaque partie pourra faire état, à titre d'information, de l'avis d'un des Bureaux internationaux compétent en la matière. Cet avis pourra aussi être demandé d'accord avec les arbitres.

ART. 10.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Elle aura une durée d'un an. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année sauf dénonciation. La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

En Foi de Quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 30 novembre 1921.

(L. C.) **BARON E. DE GAIFFIER D'HESTROY.**

(L. C.) **L. BONNEVEN.**

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MEI 1922.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der overeenkomst gesloten te Parijs den 30ⁿ November 1921
tusschen België en Frankrijk betreffende den onderstand.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De overeenkomst, die wij de eer hebben aan Uwe goedkeuring voor te leggen, werd gesloten te Parijs den 30ⁿ November 1921, tusschen België en Frankrijk : zij heeft voor doel — volgens de termen zelf van de inleiding tot het verdrag — in de ruimste mate gelijkheid van behandeling in te stellen tusschen onderhoorigen van elk der beiden landen, wat betreft de onderstandswetten.

Het is niet te ontkennen dat het vraagstuk van den onderstand van vreemdelingen zeer ingewikkeld is : op dit gebied zijn twee radicale stellingen met elkander in strijd.

De eene, natuurlijk voortgegaan door Staten die werkkrachten invoeren, streeft er veeleer naar den vreemdeling te beschouwen als verbonden blijvend aan zijn land van afkomst : indien hij aanleiding geeft tot uitgaven voor onderstand, behoort dit laatste land ze te dragen : de rol van het land van verblijf zou slechts bestaan in het voorschieten van den steun.

Volgens de andere stelling, vooruitgezet door Staten die werkkrachten uitvoeren, moet integendeel den vreemdeling worden beschouwd als zijnde aangenomen door het land van verblijf : aangezien dit laatste voordeel trekt uit de aanwezigheid, uit den arbeid van dezen persoon is het dus billijk dat het den last van den onderstand op zich neme : het land van oorsprong zou dus niet meer behooren tusschenbeide te komen.

Een tusschenliggend stelsel maakt een onderscheid tusschen den tijdelijken onderstand en den blijvenden onderstand : alleen de tijdelijke onder-

stand zou ten laste van het land van verblijf komen : van den oogenblik af waarop de verleende onderstand gerangschikt zou moeten worden in de categorie : blijvende onderstand, zou een beroep kunnen gedaan worden op het land van afkomst.

De tusschen België en Frankrijk gesloten overeenkomst huldigt deze midden-stelling. Wordt als tijdelijk beschouwd de onderstand die niet langer dan vijf-en-veertig dagen duurt, in welk geval de kosten ten laste van het land van verblijf blijven.

Na vijf-en-veertig dagen verliest de tusschenkomst dit karakter van tijdelijken onderstand en is verhaal op het land van afkomst gerechtvaardigd : na het verstrijken van dezen termijn is dit laatste gehouden, naar keuze, na advies van den Staat van verblijf, hetzij den bedeelde, indien hij vervoerd mag worden, naar zijn land terug te brengen, hetzij aan den Staat van verblijf de kosten van behandeling terug te betalen.

Zulks wordt bepaald door artikel 4 der overeenkomst.

De aandacht moet eveneens worden gevestigd op de voorgaande artikelen.

Artikel 1 verklaart uitdrukkelijk dat de onderhoorigen van elk der beide landen die, hetzij ten gevolge eener lichamelijke of geestesziekte, van zwangerschap of bevalling, hetzij wegens eenige andere reden, stenn, geneeskundige hulp of gelijk welken anderen onderstand behoeven, op het grondgebied van den anderen verdragsluitenden Staat, wat de toepassing betreft der onderstandswetten, op denzelfden voet behandeld zullen worden als de onderhoorigen van dezen laatsten, hetzij aan huis, hetzij in de ziekenhuizen.

Het verdrag bevestigt dus de verplichte onderstand ten opzichte van den vreemdeling, die aldus niet meer aan de willekeur der beheeren is overgeleverd.

Deze bepaling zal grootelijks het lot verbeteren van de Belgische werklieden die zich naar Frankrijk begeven om er te werken hetzij aan den oogst, hetzij in de mijnen of in andere ondernemingen, hetzij voor den heropbouw der verwoeste gewesten.

Artikel 2 bepaalt dat de kosten van onderstand uitgegeven door den Staat van verblijf, in geen geval, welke ook de oorzaak of het bedrag zij aanleiding zullen geven tot eenige terugbetaling van wege den Staat, noch van wege de departementen, provincies, gemeenten of openbare instellingen van het land waarvan de bedeelde persoon de nationaliteit bezit, behalve voor de door artikel 4 uitdrukkelijk voorziene gevallen (het is te zeggen de gevallen van onderstand die langer dan vijf-en-veertig dagen duurt).

Het in artikel 3 uitgedrukte begrip verdient eene heel bijzondere vermelding.

Volgens de termen dezer beschikking blijft de Staat van verblijf den last van den onderstand dragen : 1^o wat betreft het onderhoud, hetzij aan huis, hetzij in de godshuizen, van *oude lieden, gebrekkelijken en ongeneesbare*

zieken, die minstens ononderbroken gedurende vijftien jaar in het jaar verbleven hebben. Deze tijdruimte wordt met vijf jaar verminderd wanneer het eene gebrekkigheid geldt die het gevolg is van eene der beroepsziekten, waarvan de lijst bij onderling overleg zal worden opgemaakt; 2° wat betreft *al de zieken, de krankzinnigen of alle andere bedeelden die gedurende meer dan vijf jaar ononderbroken in het land verbleven hebben.* In geval het de behandeling van een zieke geldt, wordt de arbeider die, gedurende de tijdruimte in kwestie, elk jaar minstens ononderbroken gedurende vijf maanden in het land zal verbleven hebben, beschouwd als er voortdurend verblijvend.

Eene reeds hierboven gebruikte uitdrukking hernemend, kan men zeggen dat dergelijke bepalingen overeenkomen met de definitieve aanneming door het land van verblijf van den persoon die er ononderbroken gedurende een zeker aantal jaren verbleven heeft : daardoor zullen een groot aantal personen onttrokken worden aan de toepassing van artikel 4, waarbij het verhaal op den *Staat der woonplaats* wordt ingesteld (dit zijn de in den tekst zelf gebruikte termen, welke hier dezelfde beteekenis hebben als die van *Staat van afkomst*, die wij gebruikt hebben).

Wat de bedeelden betreft, die de zoeven aangegeven voorwaarden van verblijf vervullen, zal er dus geen sprake zijn noch van terugbrenging naar hun vaderland, noch van terugbetaling der kosten voor onderstand door den Staat der woonplaats.

Afgezien van deze uitzondering op artikel 4, geeft de tekst zelf van de beschikking er nog andere aan :

Volgens lid 2 zijn niet terugbetaalbaar, behalve in gevallen van wederinstorting, de kosten van onderstand uitgegeven door den Staat van verblijf tengevolge eener snel verloopende ziekte, als zoodanig aangegeven door den behandelenden geneesheer; worden met dit geval gelijkgesteld de kosten van onderstand aan kraamvrouwen. Alinea 3 verklaart dat de terugbrenging naar het vaderland ook niet zal worden opgelegd in gevallen van bijzonderen onderstand aan talrijke gezinnen en aan kraamvrouwen.

Artikels 5 en 7 voorzien het sluiten tusschen de beide Regeeringen van overeenkomsten bestemd om de bijzonderheden en de maatregelen tot uitvoering te regelen.

De bepalingen opgenomen in alinea 5 van artikel 5 moeten niet onopgemerkt voorbijgegaan worden : zij zijn van heel bijzonder belang voor de Belgische werklieden die in Frankrijk gaan werken.

Door deze beschikking gaan beide Regeeringen de verplichting aan erzorg voor te dragen dat in de agglomeraties waar een groot aantal arbeiders van de andere nationaliteit verblijven, de middelen tot verpleging der werklieden niet ontbreken voor de zieke of gekwetste arbeiders en voor hunne huisgezinnen. Luidens hetzelfde lid, zullen anderzijds de bijdragen, die te dien einde aan de werkgevers opgelegd of door hen vrijwillig toegestaan zouden worden, niet het karakter mogen dragen van bijzondere rechten op vreemde

werkkrachten, welke rechten voor de onderhoorigen van beide verdragsluitende partijen verboden zijn.

Artikel 8 regelt het statuut der vereenigingen van weldadigheid, onderstand of maatschappelijken bijstand tusschen Franschen in België en tusschen Belgen in Frankrijk en de gemengde vereenigingen in een van beide landen. « Deze vereenigingen tusschen Franschen in België en tusschen Belgen in » Frankrijk en de gemengde vereenigingen opgericht en werkend overeen- » komstig de wetten van het land, zullen, zegt het artikel, de rechten en » voordeelen bezitten die aan de gelijkaardige Belgische of Fransche vereenigingen verzekerd zijn. »

Deze beschikking kan geen aanleiding geven tot tweecërlei uitlegging : zij beteekent dat de vereenigingen van weldadigheid tusschen Franschen in België (en de gemengde vereenigingen) behandeld zullen worden gelijk de Belgische vereenigingen zelf op voorwaarde dat de vereenigingen tusschen Belgen in Frankrijk (en de gemengde vereenigingen) behandeld zullen worden gelijk de Fransche vereenigingen.

Dus zal eene vereeniging van weldadigheid tusschen Franschen in België rechtspersoonlijkheid hebben, zelfs al bestaat ze uitsluitend uit Franschen : er moet natuurlijk verondersteld worden dat de vereeniging voldoet aan al de andere voorschriften vereischt door de wet van 27 Juni 1921, waarbij de rechtspersoonlijkheid verleend wordt aan vereenigingen zonder winstbejag en aan de instellingen van openbaar nut.

Het geldt hier derhalve eene uitdrukkelijke afwijking van alinea 2 van art. 26 dezer wet : deze afwijking is trouwens gerechtvaardigd door het feit dat, bij wederkeerigheid, de vereenigingen van weldadigheid tusschen Belgen in Frankrijk hetzelfde regime zullen genieten als de Fransche vereenigingen.

Volgens artikel 9 zullen de moeilijkheden die zich zouden voordoen in de uitvoering dezer overeenkomst en die niet langs diplomatieken weg zouden geregeld kunnen worden, zelfs op aanvraag van een van beide partijen, aan het oordeel van een of meer *scheidsrechters* onderworpen worden. Hetzelfde artikel voorziet dat eene bijzondere schikking gesloten zal worden om de instelling en de werking van het scheidsgerecht te regelen.

Ten slotte bepaalt artikel 10 den duur der overeenkomst : het stelt den termijn van één jaar vast, maar de overeenkomst zal stilzwijgend van jaar op jaar behoudens opzegging vernieuwd worden. De opzegging moet drie maanden voor het verstrijken van elken termijn bekend gegeven worden.

Indien dus, bij de toepassing der overeenkomst, ernstige bezwaren ontdekt werden, zou er zonder verwijl een einde aan den toestand kunnen gemaakt worden.

Het zou onrechtvaardig zijn, vooraleer te eindigen, geen hulde te brengen aan het volhardend streven van de internationale vereeniging voor de studie der onderstandskwesties, welke haren zetel te Parijs heeft : het zijn de werken dezer vereeniging op het gebied van den onderstand aan vreemdelingen, die het terrein hebben voorbereid en de aanbieding van eene overeenkomst, zooals deze die gesloten werd, vergemakkelijkt hebben.

Het sluiten van dit verdrag, waarvan de beschikkingen ingegeven werden door een gevoel van edelmoedigheid, zal een band te meer leggen tusschen België en Frankrijk.

*Voor den Minister
van Buitenlandsche Zaken, afwezig :
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

PAUL BERRYER.

De Minister van Justitie :

F. MASSON.



Overeenkomst.

De Regeering van Zijne Majesteit den Koning der Belgen en de Regeering der Fransche Republiek, evenzeer verlangende in de ruimste mate gelijkheid van behandeling in te stellen tusschen hunne onderhoorigen en de onderhoorigen van den anderen Staat, wat de wetten op den onderstand betreft, hebben besloten te dien einde eene Overeenkomst te sluiten, en zijn overeengekomen over hetgeen volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De onderhoorigen van elk der beide landen die, hetzij ten gevolge van eene lichamelijke- of van eene geestesziekte, van zwangerschap of van bevaling, hetzij wegens eenige andere reden, steun, geneeskundige zorgen en om het even welken anderen onderstand behoeven, worden, op het grondgebied van den anderen verdragshuitenden Staat, wat de toepassing betreft der wetten op den onderstand, op denzelfden voet behandeld als de onderhoorigen van dezen laatsten Staat, hetzij aan huis, hetzij in de ziekenhuizen.

De onderhoorigen van een van beide landen hebben in het andere land recht op de familievergoedingen die enkel als steun dienen, indien hunne familie bij hen woont. Zij hebben geen recht op de vergoedingen die ter rechtstreeksche bevordering der geboorten in het betrokken land, verleend worden.

ART. 2.

De door den Staat van verblijf gemaakte kosten van onderstand, welke ook hunne oorzaak of hun bedrag mogen zijn, geven in geen geval aanleiding tot terugbetaling van wege den Staat, noch van wege de departementen, provinciën, gemeenten of openbare instellingen van het land waarvan de bedeelde de nationaliteit bezit, behoudens de bij artikel 4 van deze Overeenkomst uitdrukkelijk voorziene gevallen.

ART. 3.

De Staat van verblijf blijft verder zonder terugbetaling den last van den onderstand dragen :

1^o Wat betreft het onderhoud, hetzij aan huis, hetzij in de godshuizen, van oude lieden, gebrekkelijken of ongeneesbare zieken die gedurende ten minste vijftien jaar ononderbroken in het land verbleven hebben. Boven- genoemde tijdruimte wordt met vijf jaar verminderd, wanneer het eene gebrekkigheid geldt die het gevolg is van eene der beroepsziekten waarvan

de lijst zal opgemaakt worden door eene der bij artikel 7 voorziene overeenkomsten.

2° Wat al de zieken, krankzinnigen of alle andere bedeelden betreft die gedurende vijf jaar ononderbroken in gezegd land verbleven hebben. Ingeval het de behandeling van een zieke geldt, wordt de arbeider die, gedurende bovenvermelde tijdruimte, elk jaar gedurende vijf achtereenvolgende maanden in het land verbleven heeft, beschouwd als er voortdurend verblijvend.

Wat de minderjarige kinderen beneden de zestien jaar betreft, volstaat het, wat het verblijf aangaat, dat de vader, de moeder, de voogd van het kind of de persoon die het onder zijne hoede heeft, de hierboven vastgestelde voorwaarden van verblijf vervult.

ART. 4.

Wat de bedeelden betreft, die de in voorgaand artikel voorziene voorwaarden van verblijf niet vervullen, moet de Staat der woonplaats, na verloop van een termijn van vijf-en-veertig dagen, naar zijne keuze en nadat hij het advies van den Staat van verblijf ingewonnen heeft, hetzij den bedeelde naar zijn vaderland terugbrengen, indien deze mag vervoerd worden, hetzij den Staat van verblijf voor de kosten van behandeling vergoeden. Zijn evenwel niet terugbetaalbaar, tenzij in gevallen van wederinstorting, de kosten van onderstand die door den Staat van verblijf gemaakt werden ten gevolge van eene snel verloopende, als zoodanig door den behandelenden geneesheer verklaarde ziekte; worden met deze uitzondering gelijkgesteld de kosten van onderstand aan kraamvrouwen.

In de gevallen van bijzonderen onderstand aan talrijke gezinnen en kraamvrouwen, zal de terugbrenging naar het vaderland niet opgelegd worden.

ART. 5.

Beide Regeeringen regelen in de bij artikel 7 voorziene overeenkomsten, samen met de bijzonderheden en de maatregelen tot uitvoering :

1° De proceduur, de voorwaarden en de modaliteiten der terugbrenging naar het vaderland ;

2° De wijze van schatting en den duur van het aanhoudend verblijf.

De bij artikel 4 voorziene adviezen gegeven door den Staat van verblijf, moeten aan de door gezegde overeenkomsten aangewezen overheden van den Staat der woonplaats binnen de tien eerste dagen van den termijn van vijf en veertig dagen toekomen, zooniet worden deze termijn en die van zestig dagen, voorzien bij het navolgende artikel 6, verlengd met den duur der vertraging.

Beide Regeeringen gaan de verplichten aan er zorg voor te dragen dat, in de agglomeraties waar een aanzienlijk getal arbeiders der andere nationaliteit verblijven, de middelen tot verpleging der werklieden niet ontbreken voor de zieke en gekwetste arbeiders en voor hunne familie.

- De bijdragen, die te dien einde aan de werkgevers zouden opgelegd of door deze vrijwillig toegestaan worden, mogen niet het karakter dragen van bijzondere rechten op vreemde werkkrachten, welke rechten voor de onderhoorigen van beide verdragsluitende partijen verboden zijn.

Indien de geneeskundige behandeling aan huis, in hospitalen of in ziekenhuizen verzekerd wordt door de zorgen en op de kosten der werkgevers, hebben de arbeiders er recht op, zonder dat er iets moet terugbetaald worden. De krachtens bovenstaand artikel 4 van den Staat van woonplaats invorderbare terugbetalingen verdwijnen, wanneer gezegde kosten door den werkgever vrijwillig of krachtens eene bepaling van het arbeidscontract bestreden worden. Dit is ook het geval wanneer zij door eene Vereeniging van weldadigheid of op eenige overeenkomende wijze betaald worden.

ART. 6.

België en Frankrijk verplichten zich hunne onderhoorigen, oude lieden die meer dan 70 jaar oud zijn, gebrekkelijken, ongeneesbaren, krankzinnigen, gevonden of verlaten of daarmee gelijkgestelde kinderen, waarvan een van beide Staten de terugbrenging naar het vaderland verlangt, te ontvangen, na indiening van bewijsstukken tot staving en nadat de betrokken Staat in elk afzonderlijk geval daartoe zijne toestemming verleend heeft.

Voor al deze bedeeden zien de Hooge Verdragsluitende Partijen er van af de vóór de terugbrenging gedane kosten van onderstand vóór eene tijdruimte van zestig dagen evenals de kosten van terugbrenging tot aan de de grens, van elkander te eischen.

ART. 7.

De bevoegde Beheeren van beide landen stellen samen de bijzondere maatregelen vast welke noodig zijn voor de uitvoering der bepalingen dezer overeenkomst, waarvoor de samenwerking dezer administratieve diensten vereischt is. Zij bepalen ook de gevallen en de omstandigheden waarin de diensten rechtstreeks met elkander in betrekking treden.

ART. 8.

De Vereenigingen van weldadigheid, van onderstand of van maatschappelijken bijstand tusschen Franschen in België en tusschen Belgen in Frankrijk, de gemengde Vereenigingen in een van beide landen, opgericht en werkend overeenkomstig de wetten van het land, zullen de rechten en voordeelen bezitten die aan gelijkaardige Belgische en Fransche Vereenigingen verzekerd zijn.

ART. 9.

Alle moeilijkheden aangaande deze overeenkomst worden langs diplomatieken weg opgelost.

Ingeval langs dien weg geen uitslag bereikt wordt, worden de moeilij-

heden, zelfs op aanvraag van een enkele partij, aan het oordeel van een of meer scheidsrechters onderworpen, die voor opdracht hebben ze volgens de grondbeginselen en den geest dezer overeenkomst op te lossen.

De instelling en de werking van het scheidsgerecht worden door eene bijzondere schikking geregeld. Elke partij mag, ter inlichting, zich op het advies van een der ter zake bevoegde internationale Bureelen beroepen. Dit advies mag ook in overeenstemming met de scheidsrechters gevraagd worden.

Aart. 10.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen zoohaast mogelijk te Parijs uitgewisseld worden. Zij wordt van kracht zoodra de bekrachtigingen uitgewisseld zijn. Zij is geldig voor een jaar. Zij zal stilzwijgend van jaar op jaar behoudens opzegging vernieuwd worden. De opzegging moet drie maanden voor het verstrijken van elk termijn bekend gegeven worden.

TER OORKONDE WAARVAN, de respectieve gevolmachtigden deze Overeenkomst geteekend en er hunne zegels op gedrukt hebben.

Gedaan te Parijs, in dubbel, den 30^e November 1921.

